

- **Nom**
LOPPE
- **Prénom**
Philippe
- **Adresse**
30 chemin Auguste PRUDENT
97417 SAINT DENIS
- **Raison sociale**
MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE OCEAN INDIEN (MEF-OI)

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
CONSULTATION CITOYENNE SUR L'EUROPE
- **Description de l'activité**
Ateliers préparatoires et plénière pour 800 participants dont 650 jeunes indianocéaniens
- **Date et heure**
29 octobre de 9 à 16h
- **Lieu**
Le MOCA de SAINT DENIS REUNION
- **Nombre de participants**
800
- **Catégories de publics présents**
650 jeunes* de la Réunion, 120 bénévoles, 1 délégation Erasmus+ K2 de Turquie,

Norvège, Grande Bretagne.

*350 lycéens, 100 apprentis, 38 RSMA, 20 austistes, 25 LP section accueil et autres structures d'accompagnement politique de la ville.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
 - Yolaine COSTES VP Région Réunion
 - François Régis CLOUP MANDAVIALLE Amiral coordonnateur dispositifs européens de surveillance du trafic maritime dans l'OI (Europe de la mer).
 - Paul SANDERSON Délégué mission Erasmus Grande Bretagne.
 - Philippe LOPPE Président Délégation OI du MEF.
 - François CHALAYE, présentation brevets européens de pilotage (Europe de l'air).

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

5 commissions:

 - Politique économique & monétaire
 - Marché unique & libre circulation
 - Ecologie & transition énergétique
 - Culture & Education
 - politique sociale.
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 - - Commission Marché unique et libre circulation
 - Le coordonnateur de cette commission souligne un argument récurrent : la mobilité européenne ne doit pas aboutir au dumping social mais favoriser une harmonisation sociale.
 - Les lycéens connaissent l'existence de l'espace Schengen et ont dénoncé ces tendances 'populistes'.
 - Les jeunes comprennent généralement que c'est un argument fallacieux car l'ouverture des frontières est vecteur de paix.
 - Migration économique : "parfois cela nous arrange bien d'avoir des migrants pour occuper les emplois les moins qualifiés !"
 - Nous avons de la place pour accueillir les migrants en leur donnant, comme en Italie, de la place dans des régions touchées par l'exode rural. - Ces personnes peuvent nous apporter beaucoup par leur travail et leur culture.
 - il faut lutter contre le populisme (qui a conduit à la seconde guerre mondiale) et faire preuve d'humanisme et d'ouverture.
 - Il ne faudrait pas instaurer des ghettos de migrants comme on a pu le faire en France lors de la reconstruction d'après-guerre.
 - Les droits des ressortissants Sri-Lankais qui ont abordé à la Réunion ont-ils été respectés lors de leur expulsion?
 - Le métissage réunionnais nous prédispose à davantage de tolérance et d'ouverture d'esprit.

- - Commission énergie et transition énergétique
- La jeune rapporteure issue du RSMA souligne le fort potentiel énergétique à La Réunion et une volonté de développement des énergies renouvelables de la part de l'Europe.
- Elle note cependant un manque d'information localement en ce qui concerne la consommation : pourquoi toujours plus d'énergie fossile (véhicules à essence) et peu d'énergie renouvelable ? - L'information fait également défaut en ce qui concerne la transition écologique et énergétique, avec le dérèglement climatique, l'augmentation de la consommation et de la population.
- Le projet tram-train a été abandonné au profit du tout auto sur la nouvelle route du littoral : c'est paradoxal en termes d'impacts écologiques.
- La protection de l'environnement concourt à l'autonomie des RUP et du pays .

- - Commission Culture et Education

- Le plurilinguisme est lié à l'identité européenne et la culture des peuples qui la composent.
- Les jeunes se sont interrogés sur la place du citoyen réunionnais dans cette grande mosaïque européenne.
- Les jeunes estiment qu'ils sont trop souvent dans le doute. « L'Europe, c'est le flou ». Pour pouvoir voter de façon éclairée, ils ont besoin de comprendre.
- L'illettrisme à la Réunion et à Mayotte mérite également toute l'attention des autorités européennes.
- Le fait de devoir poursuivre des études en métropole est parfois un paramètre dissuasif car vécu comme une émigration. Pour ce public réticent mais 'compétent', il conviendrait de réfléchir aux créations de toutes les filières de formation supérieure Mayotte semble pâtir de sa situation particulière : ayant acquis le statut de RUP (région ultra périphérique européenne) en janvier 2014, les jeunes constatent qu'elle accuse un grand retard. - Une jeune lycéenne mahoraise se fait le porte-parole de ce contexte particulier: les jeunes estiment à l'unanimité qu'il faut fournir des efforts pour compenser ces difficultés d'accès aux formations supérieures
- - Politique sociale et pauvreté

Les rapporteurs de ce groupe sont des lycéens dont un en situation de handicap. Pour ces jeunes-là, l'insertion est synonyme d'autonomie et donc d'une plus grande estime de soi.

L'inclusion se décline également dans le domaine de l'égalité homme-femme.

- Une jeune interlocutrice note que bien que 6 milliards d'euros aient été investis dans l'emploi des jeunes depuis 2013 les résultats ne sont pas là.

-

- **Pistes de proposition formulées**

A. La Politique économique et monétaire:

Les rapporteurs ont passé en revue les dispositifs économiques qu'ils connaissent (la monnaie unique, les fonds européens FEDER, FSE...). Ils proposent :

- Instauration de taxes pour les entreprises délocalisées.
- Limitation des monopoles sur le marché Indianocéanique.
- Ouverture de certaines filières de formation dont Sciences Politiques et l'uniformisation des diplômes avec la métropole.
- Valorisation par l'Europe de l'épanouissement personnel.

- Adaptation du langage des personnalités politiques souvent incompréhensibles.
- Uniformisation des soins aux malades.
- Développement des transports en commun hybrides, grâce à la canne à sucre notamment.
- Réduction du gaspillage alimentaire notamment dans les lycées.
- Voter une loi contre la « pollution intellectuelle » induite par l'omniprésence des publicités et l'incitation à la surconsommation.
- Valorisation des filières courtes & de l'économie circulaire.

B. Marché unique & libre circulation:

- créer un compte transport, ou à l'instar du crédit formation, un crédit mobilité 'pour voir ce qui se passe en Europe'
- Développer l'insertion par la culture, la langue pour l'intégration.
- Création de structures dédiées aux migrants pour l'insertion dans chaque pays.

C. Commission énergie et transition énergétique

- Mettre en place un bonus-malus sur la consommation énergétique des usagers ayant installé un dispositif de transition énergétique (panneaux photovoltaïques). Ils paieraient moins cher car le reste de la facture serait compensé par l'Europe.
- Il est suggéré que l'Europe subventionne les achats de panneaux solaires.
- Afficher des panneaux indiquant les chiffres du Co2 non émis grâce à l'utilisation d'énergies renouvelables.
- Sensibiliser à l'économie d'énergie à partir de l'école.
- Favoriser la création d'entreprises innovantes et avant-gardistes de types 'laboratoires'
- Étendre le réseau de TC et augmenter les fréquences
- Investir dans les nouvelles technologies non-thermiques (moteurs à air comprimé, à eau) afin de réduire les microparticules et ainsi le réchauffement climatique.
- Investir des fonds dans la recherche et l'innovation.
- Développer le télétravail afin de limiter les déplacements
- Développer les filières d'études et de recherche relatives à la transition énergétique et ainsi faire de La Réunion et de Mayotte une vitrine pour le monde.

D. Commission Culture et Education

- Créer un système éducatif commun pour l'acquisition de plusieurs langues étrangères
- Exporter davantage la culture réunionnaise et sa langue régionale : le Créole
- Créer une matière scolaire exclusivement dédiée à l'Europe et son fonctionnement dès la 6ème.
- Réfléchir aux créations de toutes les filières de formation supérieure
- Développer les dispositifs de baccalauréat bi-national (Abibac, bachibac) pour tous les lycéens dans un souci d'égalité des chances
- Compenser la situation Mahoraise et combler les manques en matière d'enseignement supérieur

E Commission politiques sociales & pauvreté

- Uniformiser l'égalité entre les citoyens européens et mettre en place un système de sanctions communes pour les entreprises qui ne respecteraient pas les droits des personnes en situation de handicap.
- Cet objectif passerait également par la formation des employeurs.
- Préparer à la vie d'adulte à travers une discipline enseignée à l'école (formalités

administratives, budget...)

- bénéficier d'une plus grande sécurité par le biais d'une 'garantie jeunes', par des lois qui interdiraient le licenciement abusif ou qui leur permettraient de débiter dans la vie active sans avoir beaucoup d'expérience.

- Pouvoir travailler dès 15 ans dans des emplois réservés qui leur permettraient d'acquérir de l'expérience

- Favoriser le développement de formations en alternance et abaisser l'âge de départ à la retraite pour réduire le chômage des jeunes.

- Mettre en place de journées européennes de sensibilisation du grand public.

- Développer les aspects inclusifs pour une meilleure prise en charge du bien-être de ce public.

- Beaucoup de jeunes ne se sentent pas européens: il faut communiquer pour inverser cette tendance.

- Une consultation citoyenne comme celle-ci est accueillie très favorablement.

- Les jeunes demandent à ce que l'expérience soit renouvelée pour toucher davantage d'esprits.

- Il faut multiplier les initiatives et les événements comme celui qu'ils viennent de vivre.

-

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Conclusion : le MEF Océan Indien a œuvré sans relâche pour mener à bien cette mission fédératrice et citoyenne. Les objectifs ont dépassé les attentes : notre jeunesse indianocéanienne a su s'exprimer librement et les intervenants ont su réagir aux restitutions des commissions de façon spontanée. On salue l'intelligence et l'esprit critique de notre jeunesse. Nous remercions l'engagement des 50 adultes qui ont accepté d'animer les 25 groupes de 26 jeunes, d'impulser la réflexion et les coordonnateurs qui ont assuré la cohésion des échanges au sein de chaque commission.

Les conclusions rapportées ici sont significatives des préoccupations de toute une génération issue d'horizons sociaux et éducatifs représentatifs. Nous espérons avoir retranscrit fidèlement les propositions d'action, soucieux de relayer tout l'espoir librement exprimé pour le futur de la jeunesse de l'Océan Indien. Plus que jamais, à l'image de l'Europe, les jeunes de la Réunion et Mayotte, régions ultrapériphériques européennes de l'Océan Indien, se sont montrés unis dans la diversité pour faire porter leurs voix jusqu'aux instances européennes. Puisse leur écho retentir pleinement auprès des décideurs !

L'ATTENTE EST GRANDE POUR QUE CETTE INITIATIVE FASSE L'OBJET D'UN RETOUR SPECIFIQUE A LA REUNION ET A MAYOTTE PAR L'INTERMEDIAIRE DU MEF-OI.